

Femmes remarquables

Rencontre avec 2 femmes remarquables qui, parmi tant d'autres, défendent des causes justes : Leila Shadid, Déléguée de la Palestine auprès de l'UE, de la Belgique et du Luxembourg et Solange Lusiku Nsimire, couronnée par le prix Femme de courage en RDC

Tables des matières :

Leila Shahid, une vie consacrée à la cause palestinienne.....	2
Solange Lusiku Nsimire, Femme de courage en République Démocratique du Congo	13

Leila Shahid, une vie consacrée à la cause palestinienne

Depuis l'enfance, le parcours personnel de Leila Shahid a été profondément marqué par les douloureux épisodes qui ont bouleversé l'histoire contemporaine de la Palestine. C'est donc tout naturellement qu'elle s'est très tôt engagée dans le travail politique. Malgré un agenda très chargé imposé par sa fonction d'Ambassadeur auprès de la Belgique et de l'Union européenne, Leila Shahid a accepté de nous recevoir dans les bureaux bruxellois de la délégation palestinienne.

Frères des Hommes (FdH) : Où et quand a débuté votre engagement pour la cause palestinienne ?

Leila Shahid (L.S) : C'est difficile de donner une date précise parce que tout simplement comme pour beaucoup de Palestiniens, c'est inhérent à notre constitution. Je suis née en 1949 à Beyrouth et la prise de conscience s'est faite aussitôt que j'ai pu réaliser que tout en étant née au Liban, j'appartenais à un autre pays sans pouvoir y aller. Pour un enfant, c'est très compliqué à comprendre. Mais je voyais que ma mère qui venait de quitter de façon très violente la Palestine parce que son père était déjà dans la résistance anti-colonialiste, vivait cette situation avec énormément de douleur. Elle pleurait beaucoup. Elle essayait de nous expliquer les faits en nous amenant à Jérusalem-Est qui n'était pas encore occupée au début des années 50, pour nous montrer de loin sa maison située sur la ligne de démarcation. Israël a occupé Jérusalem-Ouest en 48 et Jérusalem-Est en 67. Mais auparavant, c'était une seule ville, elle était palestinienne et était peuplée de juifs, chrétiens et musulmans. Par conséquent, c'est uniquement vers l'âge de 4-5 ans, lorsque j'ai vu Jérusalem, que j'ai vu les barbelés et ma mère pointer la maison où elle était née près du couvent de Notre-Dame que j'ai compris. Elle nous disait : « Je suis née là-bas et je ne peux pas y aller parce que des Israéliens habitent dans ma maison ». Et donc, aussi loin que je remonte dans ma mémoire, j'ai été forgée par ce sentiment de dépossession de la maison de ma mère, du pays de mes parents et par le fait que nous n'avions pas le droit d'y aller. On ne pouvait pas aller à Saint-Jean-d'Acre non plus, ville d'où mon père est originaire et on ne pouvait pas voir la famille de mon père qui y vivait car ils avaient des passeports israéliens : ils ne pouvaient pas venir chez nous et nous ne pouvions pas aller chez eux.

Lorsqu'on est né Palestinien ou bien comme moi dans la diaspora qui représente environ 6 millions d'exilés, ou bien sous l'occupation militaire, on ne peut pas éviter de subir les conséquences du statut des Palestiniens qui sont tout simplement une nation dépossédée de son droit à une identité nationale, à un

territoire national, à un passeport national. L'aspect est particulièrement douloureux parce que non seulement nous avons été dépossédés, mais en plus, nous avons été occultés. Ainsi, à l'époque, c'était très compliqué d'expliquer aux gens ce que c'était d'être Palestinien. Pendant longtemps, surtout en occident, on a dit que la Palestine était une terre sans peuple pour un peuple sans terre, le peuple sans terre étant le peuple juif. Le commun des mortels en Europe pensait que c'était une terre désertique et que les Israéliens étaient venus pour la cultiver. Or, c'était un pays qui était habité par une population palestinienne, chrétienne, juive et musulmane. Il était sous mandat britannique et comme tous les pays voisins sous mandat (Syrie, Liban, Jordanie...), il devait accéder à l'indépendance. Mais c'est le seul qui n'a pu y accéder car, en raison de la tragédie du génocide et de la culpabilité de la communauté internationale à cet égard, on a plutôt favorisé la création d'un état juif.

J'ai vécu en particulier le sentiment d'une identité très forte lors d'un épisode qui m'a beaucoup traumatisée et qui m'a poussée vers le travail politique à 18 ans. En 67, j'étais lycéenne à Beyrouth et le hasard a voulu que je doive passer mon bac le 5 juin 67. Nous étions bien sûr tous préparés, très anxieux, moi et mes amis à la veille de l'examen. Et le matin même des épreuves, on a annoncé à la radio qu'il y avait un couvre-feu, que les aéroports militaires égyptiens avaient été bombardés, qu'Israël avait déclaré la guerre et que par conséquent, les épreuves étaient annulées. Bien sûr, notre première réaction a été d'être très heureux car nous avions du temps pour continuer à réviser. Mais surtout, nous étions persuadés, nous qui étions concernés par la politique israélienne, que nous allions donner une leçon à l'armée israélienne et lui rappeler que le peuple palestinien avait aussi des droits. Nous étions à mille lieues de penser qu'Israël, qui compte aujourd'hui 8 millions de citoyens et en comptait peut-être la moitié à l'époque, allait battre toutes les armées arabes réunies en 6 jours. Je n'étais plus une enfant et comme toute la génération des jeunes arabes de mon âge, j'ai vécu cette défaite à plate couture de l'armée égyptienne, syrienne, libanaise, irakienne et jordanienne avec beaucoup d'humiliation. Non seulement, nous avons tout perdu en 6 jours, mais l'image que projetaient les médias du monde de cette guerre, était celle d'une agression des Arabes contre Israël, le petit David gagnait sa bataille contre les mauvais Goliath représentés par les Arabes, soit 100 millions de personnes. Je me rappelle cette image terrible, en couverture de Paris Match, de bottes abandonnées dans le désert du Sinaï parce que les soldats égyptiens pensaient qu'ils pourraient courir plus vite en étant déchaussés.

C'est à ce moment-là que j'ai décidé de m'engager dans un parti politique, un travail politique parce qu'il fallait que je comprenne, moi et toute la génération que je représentais. Il nous est apparu à mes amis et moi-même que les événements et la défaite devaient être analysés d'une nouvelle façon, notamment

sous l'angle des alliances internationales. Pourquoi cinq armées arabes s'étaient-elles fait battre à plate couture par l'armée israélienne ? Les Israéliens avaient les Américains avec eux, les Arabes étaient alliés des Soviétiques qui n'étaient pas aussi efficaces que les Américains sur le plan militaire. Les armées arabes représentaient des gouvernements souvent corrompus et non-démocratiques, et la gestion militaire et stratégique par exemple était un échec puisqu'on n'avait même pas pensé à protéger les aéroports. Une page s'est alors ouverte sur une nouvelle phase de la culture politique du monde arabe et ce, sur le plan intellectuel et révolutionnaire car non seulement elle a touché le discours et les formations politiques, les syndicats et les mouvements associatifs, mais elle a surtout remis en cause les échecs des régimes arabes, leur caractère non-démocratique, leur incapacité à intégrer la modernité et elle a mobilisé de manière extraordinaire toute la jeunesse politisée du monde arabe. C'est ce qui a été pour l'OLP une bouffée d'oxygène extraordinaire, ce qui a permis aux Palestiniens d'être un peu à l'avant-garde d'un renouveau intellectuel, politique, militant dans le monde arabe. Et quant à moi, je n'ai plus arrêté depuis....

FdH : Pensez-vous que c'est plus difficile d'être une femme pour défendre la cause que vous défendez, en particulier dans une société où les hommes occupent généralement le devant de la scène ?

L.S : Je pense que les femmes dans le monde entier souffrent d'une inégalité de droits par rapport aux hommes. Ce n'est pas le cas uniquement dans le monde arabo-musulman. C'est vrai qu'elle n'ont pas un statut égal sur le plan juridique, en particulier lorsque dans des cultures telles que la culture arabo-musulmane où, par exemple, les questions du statut personnel (mariage, divorce, héritage...) dépendent encore de tribunaux religieux. Ainsi, selon la charî'a, la femme hérite de la moitié de ce que l'homme hérite et la fille hérite de la moitié de ce que son frère hérite. C'est impensable ! La justification est bien sûr question de conservation de la propriété foncière dans la famille... Mais toutes les justifications sont bonnes !

Toutefois, sur le plan social, les femmes du monde arabe occupent une place très importante à l'intérieur de la société, et avant tout au sein de la famille. En tout cas, dans ma famille, le chef a toujours été ma mère et lorsqu'il fallait prendre une décision, mon père répondait : « Le patron, c'est Sirine ! ». Mes sœurs et moi avons toujours constaté que mon père ne prenait jamais une décision importante sans consulter sa femme. Cette considération existait déjà chez mes grands-parents maternels. Le père de ma mère, qui était aussi un dirigeant politique palestinien, avait 4 filles et un garçon. La seule exigence qu'il ait eue lorsque 3 de ses filles se sont mariées (avec l'homme qu'elles avaient choisi !), c'est le droit au divorce. Cette disposition existe dans la charî'a, mais elle a été occultée pour des raisons évidentes de non-égalité des femmes par rapport aux

hommes. Et comme ma mère s'est mariée sous ce régime, je me suis mariée sous le même régime avec mon mari qui est marocain et musulman.

Dans le monde arabe, mais aussi en Afrique et en Amérique latine, les femmes sont généralement très fortes dans la sphère familiale. Le problème se pose réellement à l'extérieur de celle-ci, lorsqu'elles sont confrontées au monde du travail ou sur le plan des relations économiques ou encore, comme je l'ai évoqué, sur le plan juridique. Souvent, dans des contextes où la violence est endémique pour des raisons historiques, politiques et sociales, on s'attaque aux plus faibles et donc, notamment aux femmes. La mode de la burqa est une manifestation pathologique du fait que l'islam va mal. Ma grand'mère a enlevé le voile issu de la tradition ottomane en 1935 lorsqu'elle est descendue manifester dans la rue contre l'occupation britannique. Mais ce phénomène du voile intégral est beaucoup plus récent et je pense qu'il relève davantage d'une politique identitaire que d'un respect de la religion. Le discours des mouvements islamistes fondamentalistes, qu'ils soient djihadistes ou non, prétendant que le port du voile est une injonction du Coran, est tout à fait faux.

La dimension juridique est très importante et nous avons un combat à mener sur ce plan. Nous sommes également confrontées au problème de l'accès au travail. La femme étant considérée comme la gardienne de la famille, elle est davantage reléguée aux tâches domestiques ou à la prise en charge des enfants. Cela ne signifie pas qu'elle n'a pas une autorité, une légitimité, parfois même plus importante qu'en Occident, mais celle-ci s'exerce à l'intérieur de la famille.

Et, pour répondre à votre question, le plus difficile dans le milieu où j'ai grandi, que ce soit à l'école ou en politique ou dans mon rôle d'ambassadeur actuellement, c'est qu'il faut prouver que l'on est mieux que les hommes et donc, nous sommes obligées de montrer que nous sommes prêtes à faire le double du travail ! Mais si vous est prête à faire le travail aussi bien sinon mieux que les hommes, alors vous avez toutes les portes ouvertes. En ce qui me concerne, j'ai évolué dans ces milieux palestinien et libanais qui figurent parmi les sociétés les plus éduquées. Les Nations unies ont assumé l'éducation des filles après la nakba (1) et pour les Libanais, ce sont les missions religieuses internationales qui ont contribué à cela. L'accès à l'éducation pour les Palestiniens a donc été assuré. Je crois que si on a la volonté de travailler et d'assumer des responsabilités sur le plan économique, social ou politique, il n'y a pas de problème. Mais c'est vrai qu'en général, partout dans le monde, y compris en Europe, les femmes doivent prouver leurs mérites et leur valeur. Contrairement aux hommes, même lorsqu'elles montrent leur diplôme, cela ne suffit pas. Elles doivent démontrer en plus que leur diplôme a été mérité. D'une certaine manière, ça a toujours été un défi pour moi. Et comme j'avais un père

qui nous a toujours donné une confiance extraordinaire en nos capacités en tant que filles, je dirais que je n'ai pas beaucoup de mérites.

Ce qui est formidable, c'est que dans les révolutions arabes aujourd'hui, les femmes découvrent leur pouvoir. Ces mouvements ont débuté il y a un an et demi ou deux selon les pays, mais elles n'en sont qu'à leurs balbutiements. Toutefois, la répression de ces soulèvements est violente, en particulier de la part des milieux conservateurs islamistes. Et disons les choses comme elles sont : dans la balance pèsent également les calculs très opportunistes des puissances internationales européennes et américaines qui ne voient dans le monde arabe qu'une source d'énergie à bon marché ou un marché prêt à consommer tout ce que l'Europe exporte. Je trouve que les femmes arabes ont joué un rôle très important dans le réveil des sociétés civiles. Je n'aime pas parler de printemps arabe car le printemps, ce n'est qu'une saison. Je pense que ce qui s'est passé dans les pays arabes durant les dernières 2 années, c'est le séisme probablement le plus important depuis les indépendances.

En effet, l'indépendance pour certains pays, comme l'Algérie par exemple, a été coûteuse en pertes de vies humaines. Pour d'autres, comme le Liban et la Syrie, le passage a été plus doux parce que c'était un mandat qui préparait à l'indépendance. En général, les Arabes ont le sentiment que ces indépendances n'ont pas vraiment donné naissance à des régimes démocratiques qui servent l'intérêt de la population, mais plutôt à des régimes davantage néo-coloniaux où les puissances mandataires ou colonialistes qui étaient sorties par la porte, sont ensuite rentrées par la fenêtre. On le voit : elles continuent à exploiter les matières premières, la main-d'œuvre bon marché ou le marché dans lequel elles font leur dumping. Elles n'ont pas contribué à bâtir des économies destinées à l'épanouissement et l'émancipation des sociétés. A mon sens, ce réveil par conséquent est le premier mouvement exprimant une réelle revendication d'autonomie, d'indépendance économique, sociale, culturelle, idéologique, citoyenne. Il fait en outre preuve d'une extraordinaire maturité, que ce soit en Tunisie ou en Egypte. Il a malheureusement été réprimé de manière féroce et criminelle en Syrie. Il a quelque peu avorté en Libye parce que l'OTAN est intervenu et la situation aujourd'hui y est chaotique. Il a été très réprimé au Yémen et au Bahreïn car il portait atteinte à la stabilité du régime saoudien, source principale d'énergie pour les Occidentaux et donc, on a fermé les yeux sur l'envoi de troupes par l'armée saoudienne pour faire taire les indignés au Bahreïn et Yémen. Mais je pense que ce réveil est très étendu, même dans les pays où la situation est plus calme, comme au Maroc en Algérie, au Liban et en Jordanie.

En tant que citoyenne, je considère que le politique (et non pas la politique) dans le sens noble du terme est essentiel pour faire évoluer les sociétés. On peut

prôner tous les principes, valeurs et luttes d'égalité, si l'on n'investit pas le champ politique, on ne changera pas la règle du jeu. Et je suis donc très contente de voir que les femmes ont investi ce champ politique avec une force et une détermination, malgré toutes les violences qu'elles subissent. Elles continuent à descendre dans la rue, avec les jeunes ; il s'agit là de 2 secteurs que l'on avait totalement marginalisés depuis l'indépendance. Il ne faut pas oublier que sur le plan des droits de la femme, il y a eu une régression terrible après l'indépendance.

Ce qui se passe dans le monde arabe n'est que le début d'un changement très profond sur le plan du rapport du religieux au civil, au politique. Dans les manifestations en Egypte et en Tunisie, il y a beaucoup de femmes voilées, musulmanes et croyantes qui refusent le diktat de la char'a. En Palestine, le Hamas a gagné les élections, mais 7 ans après, les gens veulent une séparation de l'Etat et de la religion. La confrontation entre les mouvements islamistes et les mouvements laïcs même si elle a été très dure dans certains pays (elle l'est d'ailleurs encore en Syrie) a sensibilisé l'opinion publique au danger de l'intervention de la religion comme idéologie politique. Ce débat n'avait pas eu lieu chez nous, alors qu'il avait eu sa place en occident il y a plus de 150 ans, au moment où on a adopté la laïcité. Cela n'empêche pas le respect de toutes les confessions. Cela prendra le temps nécessaire dans nos sociétés qui ne sont pas nécessairement au même rythme que les sociétés européennes.

FdH : A propos de ces mouvements, ils ont d'ailleurs un peu occulté la cause palestinienne dans les médias...

L.S : Oui, bien sûr, c'est normal. Mais la cause palestinienne n'est pas seulement dans les médias, elle est avant tout sur le terrain. Par ailleurs, sa solution ne peut venir que d'une concertation internationale. Cela fait 46 ans qu'Israël occupe de manière illégitime les territoires palestiniens, parfois avec beaucoup de violence, voire en perpétrant des crimes de guerre comme on l'a vu par exemple à Gaza. Pourtant, le monde tolère ces faits et n'ose pas prendre une sanction parce qu'Israël est plus fort, parce que c'est la 4^{ème} puissance militaire du monde, c'est une puissance nucléaire, elle est alliée aux Américains, c'est bien sûr une puissance économique, diplomatique, elle est le premier partenaire de l'Union européenne. On a envoyé les forces de l'OTAN en Serbie, mais personne n'a osé prendre des sanctions contre Israël, avançant que c'est la seule démocratie du Moyen-Orient. Israël est par conséquent traité comme un Etat au-dessus du droit, qui n'est redevable d'aucune explication sur ces violations, ce qui est à mon avis scandaleux. L'intervention de la communauté internationale, des Nations unies, de l'Union européenne est très importante. L'écho de cette question sur le plan médiatique est également très important pour que les diplomates puissent suivre ce qui se passe.

Sur le plan médiatique, il est évident que lorsqu'il y a des enfants gazés en Syrie, l'émotion légitime de l'opinion publique va vers les victimes et les images les plus terribles. Le système des médias fait que, maintenant parce qu'on parle plus de la Syrie, on parle moins de l'Égypte et parce qu'on parle plus de l'Égypte, on parle moins de la Tunisie, etc. Il y a bien sûr le sang, la souffrance, les enfants qui meurent, cela devient prioritaire et c'est normal.

Mais ce qui est beaucoup plus grave, ce n'est pas que nous soyons occultés sur le plan médiatique, c'est que nous piétinons sur le plan politique. Il y a eu un changement majeur dans la vie des Palestiniens : la dimension la plus importante d'Oslo dont personne ne parle, c'est que l'OLP, qui a été le premier mouvement national représentant les Palestiniens auquel j'ai adhéré en 68, est revenue en Palestine en 94 grâce à Oslo. Oslo a permis à Arafat, président de l'OLP, de revenir chez lui et très vite il a eu l'intelligence de comprendre que c'était essentiel. Après avoir été créé en Palestine, le mouvement s'est retrouvé en Jordanie, puis au Liban où Sharon a été nous chercher. Nous nous sommes alors retrouvés en Tunisie...Jusqu'où aurions-nous été ? Oslo est donc important car il ramène les Palestiniens en Palestine, du moins une partie de ceux qui étaient déjà partis depuis 48 ou après 67, et surtout leur structure politique l'OLP qui revient de manière légitime et qui est reconnue par les Israéliens et par le monde entier. Ensuite, nous avons eu des élections pour la première fois de notre histoire en 96 et la 2ème fois en 2006. Nous avons un gouvernement, des ministères, des municipalités... Mais malheureusement, Israël ne respecte pas les accords d'Oslo. Après l'assassinat de Rabin en 94 en particulier, les accords ont avorté et c'était bien là l'intention de ceux qui l'ont assassiné. Et depuis, on assiste à une descente aux enfers. Et aujourd'hui, 20 ans après Oslo, nous sommes face à un gouvernement israélien qui dit ouvertement qu'il ne croit pas dans ces accords, qui ne croit pas dans un Etat palestinien, qui n'est pas prêt à retirer son armée des territoires palestiniens, à libérer les prisonniers et à trouver une solution.

Le reste du monde a une responsabilité face aux Palestiniens, comme il a une responsabilité face aux populations qui ont été occupées en Algérie, au Vietnam, au Cambodge, au Congo, au Kosovo ou en Bosnie. Mais malheureusement, la communauté internationale ne l'assume pas lorsqu'il s'agit du peuple palestinien.

C'est clair que cette question ne disparaîtra pas simplement parce qu'elle ne fait plus la Une des médias, elle ne disparaîtra pas car elle est constitutive de toute la stabilité et la co-existence en Méditerranée. La Méditerranée réunit le sud et le nord de l'Europe et les Américains sont loin ! Certes, ils considèrent Israël comme leur porte-avion militaire pour protéger les puits de pétrole dans cette

région du monde, mais leur intérêt pour Israël date de 67, dans le cadre de la guerre froide où les Israéliens étaient leurs alliés face à tous les pays arabes aux côtés de l'Union Soviétique. Ils ne s'y sont pas intéressés en 48. Maintenant, il n'y a plus de guerre froide et les USA ont découvert leur propre pétrole en Alaska. Cette alliance sera-t-elle aussi forte à l'avenir ? C'est difficile à dire aujourd'hui, dans la mesure où les Israéliens sont devenus indispensables dans le fonctionnement politique des USA. Par contre, l'Europe a des intérêts économiques et énergétiques dépendant du sud de l'Europe, de la Méditerranée. C'est son espace vital. Il est évident que tant que le problème palestinien ne sera pas résolu, il ne pourra pas y avoir de projet euro-méditerranéen, ni d'Union pour la Méditerranée, etc. La solution de ce conflit est une nécessité vitale, non seulement pour les populations de la Méditerranée du Sud, mais aussi celles du Nord, c'est-à-dire les Européens. C'est quelque chose qui nous concerne tous. Si vous jetez une pierre dans l'eau, elle fera apparaître des sillons à la surface et si ce sont des sillons de guerre, de violence, de rejet, de fanatisme, ils toucheront tous les rivages, de la Mauritanie jusqu'à la Turquie en passant par l'Italie, la France et la Grèce au Nord et l'Afrique du Nord au Sud. Si par contre ces sillons sont positifs et vont dans le sens du partage, de la coexistence, du développement durable pour tous, d'une démocratie participative, c'est une influence très positive pour tout le pourtour de la Méditerranée.

Ceci dit, je pense que les gens qui se sont soulevés dans les révolutions arabes n'ont pas oublié la Palestine. Il n'y a pas de parti politique derrière ces mouvements. Ils peuvent manifester dans la rue, imaginer des événements sur le plan médiatique et culturel, réfléchir à la façon de mobiliser les gens, mais ils ne peuvent pas organiser des élections. Ce sont des mouvements sociaux pacifiques et extraordinaires : quand on pense qu'un pays comme l'Égypte a fait chuter Moubarak, la plus grande puissance militaire du Moyen-Orient, en deux semaines... Cependant, quand il s'agit d'organiser des élections, il faut des partis politiques ou des structures qui peuvent donner des directives et définir un programme politique. Or, c'était trop tôt pour ces mouvements sociaux qui n'étaient pas encore prêts à organiser des élections. Par conséquent, ceux qui sont sortis de la boîte de Pandore, c'étaient les islamistes. En Tunisie, Égypte et Syrie, ils étaient clandestins car ils n'avaient pas droit de cité. Mais dans leur clandestinité, c'étaient des partis politiques assez totalitaires où l'obéissance aux directives était respectée aveuglément depuis des décennies. Et comme subitement, ils ont été légitimés puisqu'on avait abattu les régimes qui les occultaient et les censuraient, et vu qu'ils disposaient de l'infrastructure nécessaire pour organiser les élections, ils les ont gagnées. Cela ne signifie pas qu'ils étaient plus représentatifs de la population, mais ils étaient simplement plus à même de les remporter et de s'imposer face aux autres. Toutefois, très vite, ils ont dilapidé leurs chances car que ce soit en Tunisie, en Égypte ou en Palestine (où le Hamas a gagné car il était lui aussi plus à même d'organiser les

élections), en l'espace d'un an ou d'un an et demi de pouvoir, les gens sont descendus dans la rue pour manifester leur mécontentement. A Gaza, il y a des manifestations contre le Hamas parce que rien ne va plus sur le plan économique et social, et qu'ils veulent imposer, par exemple, la séparation des filles et des garçons dans les écoles à partir de 8 ans. Or, depuis qu'existent les écoles en Palestine, cela n'a jamais été fait, ni dans les écoles publiques, ni privées !

Nous payons le prix du fait que nos partenaires européens ont laissé détruire les partis politiques et les syndicats par les anciens régimes. L'Union européenne a toléré que des régimes comme ceux de Ben Ali et de Moubarak, qu'ils considéraient comme leurs meilleurs clients, sapent les formations démocratiques. Certains sont surpris qu'il n'y ait pas de parti politique parmi ces mouvements arabes actuels, mais il faut savoir que tout ce qui n'était pas aveuglement pro-régime était interdit et à présent, nous payons le prix du désert sur le plan des structures politiques. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas en créer et les gens vont le faire maintenant. La démocratie exige des structures parlementaires locales et nationales et les mouvements sociaux ne l'ont jamais fait auparavant, mais maintenant qu'ils ont vu combien c'était important, il faut qu'ils apprennent à le faire.

FdH : Un pas important a toutefois été franchi le 29 novembre 2012 avec la reconnaissance de la Palestine comme Etat observateur non-membre par l'Assemblée Générale des Nations unies...

L.S : Oui, c'est vrai. Mais le problème au sein de l'Union européenne est que la politique étrangère est le parent pauvre de la politique commune. Au départ, les fondateurs souhaitaient créer une union sur base des intérêts économiques, financiers commerciaux et finalement monétaires. Le projet a débuté par l'industrie de l'acier et par l'idée d'un marché commun. Puis, il y a eu l'Euro et ensuite Schengen. Mais les Etats membres ont voulu conserver leur pouvoir sur la politique étrangère. Aujourd'hui, chacun fait sa propre politique en la matière. Il n'y a pas de position commune, pas seulement sur la Palestine. Ils n'ont pas eu la même position sur le Kosovo et sur la Syrie. Ils ont créé le poste de Ministre des affaires étrangères de l'Union européenne à Lisbonne il y a à peine 3 ou 4 ans. C'est un phénomène nouveau. C'est la première difficulté objective. La deuxième vient du fait que le violeur principal de nos droits est Israël, qui est encore perçu comme étant l'Etat victime du génocide nazi. Et certains pays comme l'Allemagne, la Tchéquie et les Pays-Bas ont une grande culpabilité. Ces pays n'osent donc pas formuler de critique à l'égard d'Israël aujourd'hui. Ainsi, on ne met pas Israël devant ses responsabilités lorsqu'il viole le droit international et en particulier le droit des Palestiniens et ce, même lorsqu'il viole même les règles de l'Union européenne. Dans les accords signés avec l'Union

européenne, Israël est supposé respecter les accords de paix qu'il a signés avec nous. Il ne les respecte pas, mais personne ne prend des sanctions.

Ceci dit, si on évalue la politique étrangère commune qui a été instaurée depuis le Traité de Lisbonne, il y a quand même du mouvement. Sur le papier, il y a des positions excellentes que ce soit au sujet des démocraties dans le monde arabe, du droit des Palestiniens, des références à nos négociations. Par exemple, le fait que Jérusalem-Est doit être la capitale de la Palestine, le fait que les territoires de Gaza, de la Cisjordanie et Jérusalem-Est doivent être un tout qui représente l'Etat palestinien, la référence aux frontières de 67, etc. La majorité des Etats membres de l'Union ont voté en faveur de l'Etat palestinien, que ce soit à l'UNESCO ou à l'Assemblée Générale. Je pense qu'ils sont sur le bon chemin. Le problème, c'est de savoir comment traduire ces positions qui sont excellentes sur le papier en diplomatie réelle sur le terrain.

L'UE n'a pas de force militaire commune comme les Américains. La seule carte qu'elle a, c'est la carte économique, commerciale et financière et elle doit utiliser cette carte dont Israël profite énormément. En effet, Israël n'est pas un pays pauvre et le développement de son économie est similaire à celui de l'Union européenne. Les Israéliens ont reçu des aides et ont un niveau très avancé sur le plan de la recherche Hi-Tech, de l'industrie pharmaceutique et électronique. Par ailleurs, la majeure partie de ses habitants étaient à l'origine allemands, français, lituaniens, etc. C'est pourquoi Israël est un partenaire naturel des Européens. Ainsi, le premier pays de tous les partenaires de l'Union à profiter des financements, accords-cadres, projets communs, joint ventures, c'est Israël. Le premier lieu d'exportation des produits industriels israéliens est l'Union européenne et non pas les USA. Les Américains donnent, quant à eux, 3 milliards USD par an à l'armée israélienne. Mais c'est aux Etats membres de l'Union européenne qu'Israël vend ses marchandises. Israël a donc un besoin énorme de préserver de bons rapports économiques et commerciaux avec l'Union européenne et ses dirigeants sont très fâchés car des directives ont été publiées en juillet interdisant à l'UE de financer des projets dont les auteurs se trouveraient dans les territoires occupés. Il y a en effet une loi européenne stipulant que ces territoires ne sont pas israéliens. Il y a donc progrès. Mais c'est très lent et ce qui est le plus terrible, c'est que si les Européens ne comprennent pas que le temps joue contre la paix, il sera trop tard pour faire 2 Etats car Israël est en train de couvrir l'Etat palestinien de colonies. Aujourd'hui, il y a déjà 500.000 colons qui habitent dans les territoires palestiniens. C'est énorme ! Si vous regardez la carte, 50% du territoire est déjà couvert de colonies. Et lorsqu'on parle d'une colonie, il faut envisager tout ce qui l'accompagne : les routes qui y mènent, l'armée et le camp militaire qui la protègent. Sans compter le mur construit dans les territoires palestiniens ! Les communiqués de l'Union

européenne le disent pourtant : il faut sauver la solution des 2 Etats car la colonisation est en train de la détruire.

Certes, la Palestine a un accord d'association et un plan d'action, mais comment voulez-vous que cet accord fonctionne si nous n'avons pas la souveraineté sur le terrain. Nous ne pouvons ni importer, ni exporter car nous ne sommes pas souverains sur les frontières. Pour les importations en provenance de l'Union européenne, nous devons passer par les ports et aéroports israéliens. De même, nous ne pouvons exporter ce que nous produisons que si les Israéliens acceptent d'ouvrir la frontière. On produit, sur le plan agricole, de formidables choses à Gaza qui, si elles étaient exportées comme il y a 15-20 ans avant Oslo, nous permettraient de ne pas demander l'aumône aux Européens. Mais Israël nous empêche de le faire. Et c'est sans compter avec leurs bombardements qui détruisent l'aéroport à Gaza ou même les hôpitaux que l'Union européenne a construits. Ils ne veulent pas accepter l'idée que les Palestiniens vont finalement avoir leur Etat, mais ils ne pourront pas l'empêcher.

Propos recueillis par Milena Merlino, Frères des Hommes

(1) La nakba désigne l'expulsion des Palestiniens de leurs villes et villages en 1948

Solange Lusiku Nsimire, Femme de courage en République Démocratique du Congo

Chez Solange Lusiku, le mot courage rime avec détermination et militance pour les droits des femmes. Couronné par le prix Femme de courage 2013 attribué par l'ambassade américaine à Kinshasa, son combat pour la liberté d'expression et la justice s'exprime quotidiennement dans son rôle d'éditrice du mensuel « Le Souverain », le seul journal de la ville de Bukavu. Depuis 2007, elle assume ainsi cette tâche avec talent, modestie et persévérance en dépit des difficultés logistiques et des menaces à son encontre.

Frères des Hommes (FdH) : Que représente pour vous le Prix international Femme de courage ?

Solange Lusiku (S.L) : Il couronne un travail de journaliste au Sud-Kivu que je fais avec passion et qui me donne beaucoup de satisfaction. Et je dois avouer que je me sens plus journaliste lorsque je couple ce travail avec ma militance pour les droits des femmes. J'utilise les termes employés par les grandes femmes du Sud-Kivu qui nous ont formées dans cette lutte. Je citerai ici Zita Kavungirwa, qui fut la présidente du Caucus des Femmes, ainsi que Nunu Salufa, coordinatrice d'APEF, que je respecte beaucoup, une femme tendre et respectable, et tant d'autres encore... Toute petite, je les observais déjà. Je suis « comme les pintades qui regardent celles qui les guident » !

Ce prix est un couronnement, mais aussi un défi. Au départ je n'étais pas candidate. J'en ignorais même les appels à nomination. Ce sont deux hommes, un Belge, journaliste, et un Congolais de Bukavu, qui ont fait mes louanges et ont proposé mon nom. Des gens de l'ambassade des Etats-Unis sont venus me filmer dans mon vécu quotidien à la veille d'un départ pour Paris où j'allais participer au Forum sur les femmes francophones. A mon retour, on m'a dit de passer par Kinshasa : j'avais été nommée. Déjà en 2012, j'avais reçu à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve le titre de Docteur Honoris Causa.

Ces distinctions représentent pour moi beaucoup de joie, mais également de la peur et un sérieux défi. Je ne peux plus faire n'importe quoi sur le plan professionnel. C'est un poids sur mes épaules. Quand je vois ces femmes au Congo, qui sont de véritables battantes, je ne peux pas me mesurer à elles. Si je pense à Nunu Salufa, je n'ai même pas le centième de son courage, mais je constate que c'est moi qui ai été nommée et je me dis par conséquent qu'il n'est pas question de m'enorgueillir. Je considère que c'est une chance sur mon chemin... Et il faut partager cette grâce avec les autres. C'est pourquoi ma motivation première est de mettre de bonnes informations à la disposition du

plus grand nombre et de maintenir la qualité de notre journal. Un projet de construction de site Internet est d'actualité afin que nous puissions y donner des informations fiables, accessibles dans le monde entier. Chez nous se posent en effet de nombreux problèmes de courant électrique et le débit des connexions est très lent. L'idée d'installer des panneaux solaires a été suggérée pour fournir de l'énergie en permanence. Le défi est énorme. Je vois aussi des femmes qui viennent me parler des problèmes qu'elles rencontrent tous les jours : l'accès à l'école pour les enfants, les maladies, le paiement du loyer... On ne peut refuser de les aider. Mais je me dis que tout cela ne doit pas me décourager : malgré toutes les difficultés que je vois, je dois continuer à me battre et c'est pour cela que j'ai reçu ce prix. C'est la reconnaissance de tout un combat en tant que journaliste et militante des droits des femmes. Mais les hommes m'observent et m'attendent au tournant ! Je ne peux donc pas faire d'erreur.

FdH : Comment obtenez-vous les informations pour réaliser votre travail ?

Au Congo, nous sommes dans une démocratie jeune et fragile. Nos dirigeants n'ont pas été formés à l'exercice de la pratique démocratique et ils n'ont pas évolué. Les germes de la dictature sont par conséquent toujours présents. La population, elle-même, est ambiguë : elle demande une chose et son contraire. Elle veut la démocratie mais se met à danser pour les autorités lorsqu'elles sont en visite à Bukavu. Notre journal pointe ce qui ne va pas. Nous n'avons pas notre langue en poche et nous disons la vérité. Si Mobutu est devenu un grand dictateur, c'est parce qu'il a été façonné par son entourage et nous, population, nous ne devons pas faire de nos dirigeants des dictateurs. Il faut les amener à accepter le débat contradictoire et à admettre la critique à leur égard. C'est pourquoi le journal « Le Souverain » veut rester indépendant sur le plan politique, philosophique, religieux, économique.... Le prix à payer de la liberté d'expression dans un pays comme le nôtre est lourd ! Nous essayons de tenir tête aux intimidations qui sont quotidiennes. Mais le fait que le Prix Femme de courage soit décerné par l'ambassade des Etats-Unis nous protège en quelque sorte. Par le passé, j'ai dû à certains moments entrer dans la clandestinité, tout comme mon rédacteur en chef. Cependant, nous sommes toujours en vie et tentons de faire notre travail ! Ce sont des gens de la profession qui nous combattent. Les journalistes savent qu'on fait du bon travail mais comme eux sont liés à un parti politique, ils se vengent de notre liberté. Parfois, dans cette zone de conflits, nous disposons d'informations que nous-mêmes craignons de diffuser, mais nous pouvons toujours les transmettre à des journalistes à l'étranger qui peuvent les exploiter. Si ce n'est pas nous qui signons l'article, nous n'avons pas le sentiment que cela nous porte ombrage, bien au contraire : c'est une victoire pour nous. Nous avons aussi été victimes de la jalousie. Lorsque j'ai reçu le prix Docteur Honoris Causa à l'UCL, beaucoup de femmes nous ont combattus. Mais nous ne sommes pas découragés. Nous continuons à

travailler. Nous avons beaucoup d'encouragements aussi, même parfois de la part de ceux qui ont cherché à nous nuire par le passé.

FdH : Quel est le public de votre journal et peut-on l'acheter dans la rue ?

Notre public, au début, c'étaient essentiellement des intellectuels, des gens qui savent lire et écrire. Par exemple, les universités, les écoles, les organisations de la société civile et l'administration. Il y a beaucoup de rubriques dans le journal qui attirent des personnes différentes. De la politique, à l'histoire, en passant par l'économie, l'écologie, la culture et le sport... Beaucoup de femmes étaient intéressées par le journal malgré qu'elles n'aient pas été à l'école pendant longtemps. Nous avons donc cherché le meilleur moyen de satisfaire tout le monde. Il y a aussi des articles en swahili et cela nous a permis d'élargir notre lectorat. La page portrait intéresse beaucoup de gens. On y présente une femme qui sort de l'ordinaire, sans pour autant occuper un poste élevé. On y dresse le portrait d'une femme qui travaille vraiment à la base. Par exemple, j'avais rencontré une vendeuse au marché qui avait des idées formidables sur la façon de régler les problèmes des enfants, de l'enseignement, de l'armée, etc. Elle a un vrai projet de société, mais qui peut l'écouter ? Lorsque nous avons diffusé son portrait, les gens étaient impressionnés. Nous avons aussi fait le portrait d'une jeune fille qui avait été abusée par des hommes armés et avait été emmenée en forêt comme esclave sexuelle. Elle a réussi à s'en sortir et s'est réinsérée dans la société grâce à des formations, données notamment par « Laissez l'Afrique vivre », une ONG. Elle a fini son graduat en droit avec pour objectif de venir en aide aux femmes marginalisées. Elle brûle maintenant d'envie d'aider les enfants qui ont connu des situations similaires à la sienne. Ce portrait nous a beaucoup frappés.

FdH : A combien d'exemplaires est tiré « Le Souverain » ?

Avant, il était tiré à 500 exemplaires. Maintenant, on est passé à 1000. Le journal fait 20 pages en couleurs. Il est disponible au Souverain et dans trois boutiques environnantes. Normalement, c'est un mensuel, mais lorsque nous sommes en difficulté, il sort tous les deux mois. Chaque dimanche, des journalistes du Souverain vont également à la sortie de l'église pour le proposer aux gens.

FdH : Pourquoi le nom « Le Souverain » ?

C'est une robe que je porte mais que je n'ai pas cousue moi-même ! Mais c'est une robe qui me convient ! Le journal a vu le jour en 1993 au moment de la libéralisation de la presse au Congo par Mobutu. Lors de cette ouverture au pluralisme, beaucoup de journalistes ont créé des titres, les médias

communautaires ont commencé... On croyait qu'il y aurait des subventions. Mais on n'en a jamais vu la couleur. Beaucoup de titres ont disparu et des radios ont cessé d'émettre en raison des difficultés financières. Le Souverain, lui, a résisté. L'ancien éditeur, Barahayiga, l'avait lancé en tant qu'activité de sensibilisation, dans le cadre d'un projet de lutte contre le virus du sida. En 2007, il est tombé malade et son état ne lui permettait plus de travailler dans de bonnes conditions. En plus, il avait souvent été agressé par la rébellion par le passé. Son bureau avait été saccagé, le matériel emporté. Il est venu me solliciter alors qu'il allait soigner son infection rénale. Il espérait guérir. Je ne sais pas pourquoi il est venu vers moi. Il savait que j'étais une battante et que le journal serait en de bonnes mains. J'ai d'abord refusé, mais il allait très mal. D'autres personnes m'ont convaincue d'accepter car c'était sa dernière volonté avant de mourir. J'ai eu peur de cette charge, de cette obligation morale. Mais mon mari m'a soutenue et il m'a d'ailleurs accompagnée lorsque j'ai été dire à Barahayiga sur son lit d'hôpital que j'acceptais. Lorsqu'il est mort, deux mois plus tard, j'ai vraiment eu peur car j'avais promis de poursuivre le travail. Je venais du secteur de l'audiovisuel. La presse écrite était une nouvelle chose pour moi, mais il m'avait dit : « La presse écrite, c'est simple. Tu suis la règle : sujet, verbe, complément ! ». Aujourd'hui, ces paroles restent comme un testament pour moi et j'ai voulu payer cette dette morale qui subsistait au-delà de sa mort. Je n'avais pas d'équipe autour de moi. Je n'avais que mon salaire au Caucus des Femmes pour lequel je travaillais à l'époque et mon mari m'a autorisée à consacrer celui-ci au premier numéro. Mais l'argent était insuffisant car il n'y avait pas d'imprimerie en ville et je devais alors me rendre à Kinshasa. Or, ce voyage était coûteux et mon mari a accepté que je puise dans notre épargne. J'ai appris à corriger et à monter des articles auprès de journalistes. A deux heures du matin, on quittait l'imprimerie de Kinshasa et je partais avec mes 250 exemplaires sur la tête. Ensuite, je suis rentrée au Kivu avec grande fierté : c'était un journal de combat, pour promouvoir la démocratie et faire reconnaître les droits des femmes. Je devais dépenser 1400 USD pour 250 journaux et le journal était vendu à 1 USD par numéro. C'était à perte, mais avec mon équipe que j'ai peu à peu constituée, on ne travaillait pas pour l'argent. On n'a pas encore récupéré tout ce qu'on a investi mais nous allons de l'avant. Et quand je vois maintenant le carton de 1000 exemplaires, je suis très contente de l'évolution.

Un responsable de « Rencontre et continents », une asbl belge, s'est intéressé au journal. Il est venu à Bukavu et a proposé un accompagnement technique afin d'améliorer l'écriture et la hiérarchisation des idées. Il a passé du temps au Souverain pour former toute l'équipe. On a fait un partenariat avec lui et des stagiaires de l'IHECS à Bruxelles (6 jusqu'à présent) sont venus nous aider. On voulait des idées novatrices pour témoigner de la créativité des Congolais et sortir de l'image misérabiliste de ce pays. Le Souverain est un bon nom car il nous a prédisposés à l'indépendance éditoriale. Mais, « Plus l'arbre prend de la

hauteur, plus ses branches attrapent le vent » dit-on chez nous ! Aujourd'hui, beaucoup de gens veulent nous faire des problèmes avec ce nom. Ils veulent montrer à la famille de Barahayiga que c'est leur héritage. Si la robe n'est pas la nôtre, on peut toujours la remettre à qui de droit, en l'occurrence à la famille si cela s'avérait nécessaire. Pour nous, le Souverain, est une marque déposée. Lorsqu'on parle du Souverain aujourd'hui, on nous voit et cela rend hommage à son fondateur qui lui avait attribué ce nom. Barahayiga considérait la presse écrite comme la vraie presse. Moi, j'avais fait des années à la radio et puis, j'ai travaillé au Caucus des Femmes. Mais si je me suis retrouvée ici, c'est parce que personne ne peut échapper à sa vocation, à son destin. Le Souverain, c'était le mien. Je suis vraiment heureuse et satisfaite quand je publie un numéro. Cela s'inscrit toujours dans le combat pour le droit des femmes. Je continue cet engagement dans la presse écrite, je suis là pour dénoncer, réclamer, comme une sentinelle qui veille...

FdH : Où réside l'espoir pour le Congo et que peut faire la Belgique ?

En tant que Congolaise, mon espoir se porte sur les efforts fournis aujourd'hui et la projection de ces efforts vers l'avenir. Il faut s'appuyer sur les compétences et les capacités des femmes et des hommes qui ont les mains propres. Beaucoup d'acteurs au Congo ont les mains sales, que ce soit en termes de corruption ou en raison du sang versé à travers une sorte de mafia économique entretenue avec des multinationales, avec des gens qui font la guerre au Congo. Il faut identifier les gens qui permettent aux envahisseurs du Congo de pénétrer dans le pays. La Belgique devrait constituer une sorte de think tank et réfléchir au degré d'engagement et de crédibilité, aux compétences de différentes personnalités au Congo. Il y a des gens dignes de jouer un véritable rôle. Je n'aime pas ceux qui font semblant de s'intéresser à la société civile alors qu'ils n'ont que des visées politiques et qu'ils utilisent la société civile comme tremplin. Ils sont comme des chauves-souris ! Ils dorment politiquement la journée et la nuit ils sont en action comme des politiciens de mauvais goût alors qu'ils ne sont jamais visibles sur le terrain. Il ne faut pas compter sur eux. Ils sont prêts à sacrifier la société civile pour leurs intérêts financiers. La Belgique doit accompagner ceux qui font du bon travail et les aider à s'améliorer, surtout en ce qui concerne le travail d'utilité publique. Certaines personnes ont commis de mauvaises actions auparavant envers la population et veulent maintenant se racheter en faisant des dons. J'ai toujours pensé que notre peuple ne doit pas vivre du don d'untel ou d'untel. Il faut au contraire que les droits des citoyens soient respectés, que les salaires des enseignants soient payés, que l'on permette aux familles de vivre dignement, etc. Chacun fera alors son travail et personne n'aura besoin du don du voisin pour l'aider à régler ses frais d'hôpitaux.

La Belgique, en tant que membre du G8 et du G20 et siège de l'Union européenne, devrait jouer son rôle en mobilisant d'autres grands acteurs, surtout francophones, autour de la question de l'Est du Congo. Quand j'ai vu que la France est intervenue au Mali, j'ai été touchée. Si elle ne l'avait pas fait, il y aurait là-bas aujourd'hui beaucoup de femmes violées. Cette intervention les a protégées de tous ces actes que nous connaissons ici. Je sais que la Belgique n'a pas une armée suffisante, mais elle a des « grands amis » et pourrait mobiliser d'autres acteurs pour aider le Congo. Nous avons des liens historiques et elle devrait se sentir directement concernée par ce qui se passe au Congo. Je sais qu'elle a ses propres problèmes mais elle pourrait au moins aider les Congolais en prenant position, par exemple.

Ban Ki Moon est venu en visite pour se rendre compte de la situation chez nous. Sa porte-parole a dit que les questions militaires n'allaient pas résoudre les problèmes, alors qu'ils savent que tous nos problèmes trouvent leur origine dans la guerre. En dépit de ce qui se passe à l'Est du Congo et du transfert du génocide rwandais dans cette région, il a félicité Kagame à Kigali pour sa bonne gouvernance. C'est une insulte pour le Congo. La Belgique aurait dû prendre position. Plus de 10 ans après, la guerre est toujours là, les viols et les meurtres augmentent. Et la Belgique n'en parle pas, elle ne joue pas bien son rôle, elle ne parle pas de génocide pour ce qui se passe au Congo. Il y a eu 800.000 personnes tuées au Rwanda et on en a beaucoup parlé. Par contre, pas un mot sur les millions de morts au Congo où le génocide continue encore aujourd'hui ! La communauté internationale devra rendre des comptes tôt ou tard aux générations futures qui demanderont des explications sur ces atrocités. Voyez toutes ces armées présentes dans la région. A travers elles, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda sont chez nous....Je me sens insultée. Ban Ki Moon a insulté le peuple congolais. Et je le dirai haut et fort, même si cela doit me faire problème, car nous sommes aussi des êtres humains et avons droit au respect. La communauté internationale et les Nations unies doivent nous respecter. Ban Ki Moon ne peut pas venir chez nous comme un acteur de cinéma qui vient tourner un épisode au Congo et puis va en tourner un autre au Rwanda pour corriger l'épisode tourné au Congo ! Vouloir être en bons termes avec tout le monde ne signifie pas nier les faits ou fermer les yeux sur les problèmes. Si Ban Ki Moon était courageux ou compatissant à l'égard de la souffrance des Congolais, il aurait demandé à Kagame d'interpeller ses hommes du M23 à l'Est du Congo. Il aurait dû lui rappeler que son pays est reconnu comme producteur à travers le monde d'un minerai dont il n'y a pas la moindre trace dans son propre sous-sol ! Comment peut-il vanter le fait qu'il y ait beaucoup de femmes en représentation au parlement, alors qu'elles ne sont là que pour applaudir ? Kagame est très cajolé par la communauté internationale. Peut-être l'histoire nous donnera-t-elle raison, le Congo ne restera pas toujours faible. Certes, Kabila est fragile. Il n'est peut-être pas à la hauteur de sa tâche, mais il ne peut le faire car aucune femme

ne peut bien préparer sa recette de cuisine si elle a un couteau plongé dans le dos. C'est hypocrite de responsabiliser le Congo là où c'est la communauté internationale qui est à la base de tous ces problèmes. Le Congo est trop petit en termes de pouvoir et de pratique démocratie pour qu'on laisse aux seuls Congolais la charge de ramener la paix. Il y a un vrai génocide à l'encontre des femmes chez nous. Il suffirait de les recenser et les identifier pour se rendre compte de la catastrophe. Mais il n'y a aucune réaction. Or, nous avons besoin d'actions concrètes. Toutes ces visites telles que celle de Ban Ki Moon ne servent à rien. Cela fait près de 20 ans que nous souffrons de cette situation. Nous voulons retrouver notre dignité et j'aimerais écrire une lettre ouverte à Ban Ki Moon à ce sujet.

FdH : Le travail d'éditeur est-il plus difficile pour une femme que pour un homme ?

Oui. Le système est patriarcal. Le pouvoir n'est reconnu qu'à l'homme. La femme n'est qu'une exécutrice. On doit sans arrêt débattre. Il y a toujours des collaborateurs hommes qui nous résistent car nous sommes femmes. Mais, les femmes ont des finesses que les hommes n'ont pas et essaient de faire passer des choses par la douceur, à tel point que celui qui reçoit l'ordre ne se sent pas diminué dans son pouvoir patriarcal et qu'il exécute la tâche. Mais ce n'est pas facile. Si vous êtes éditrice d'un journal, les hommes qui ont de l'argent s'approchent en pensant qu'ils peuvent vous acheter. Et lorsque vous refusez d'entrer dans ce jeu, on vous taxe de tous les maux. La précarité pose problème car nous n'avons pas toujours les moyens de faire notre travail comme nous le souhaiterions. Mais, malgré tout, le combat et la lutte continuent tous les jours.

Propos recueillis par Cecilia Díaz, Frères des Hommes